

#Conjoncture #PerspectivesEconomiques

2021 - Entre volatilité et vaccins

*A l'occasion de sa traditionnelle conférence annuelle de **conjoncture**, la Chambre de Commerce a dressé le bilan d'une année 2020 sinistrée par la crise sanitaire et économique et a fait le point sur les attentes des entreprises pour 2021, une année marquée par une grande incertitude et une volatilité considérable, entre de nouvelles restrictions sanitaires et l'espoir d'un impact positif des vaccinations. Ainsi les défis pour les entreprises s'annoncent particulièrement nombreux et sont d'une envergure sans pareil. Bien que la situation en cette fin d'année soit difficile pour de nombreux citoyens et entrepreneurs, des solutions existent pour sauvegarder la substance économique, pour préparer la relance et pour revenir sur le chemin d'une croissance vigoureuse et qualitative.*

La pandémie de la covid-19 et la crise économique en découlant ont profondément marqué l'année qui touche à sa fin. La persistance du virus, en attendant un potentiel effet positif à travers des vaccins en 2021, laisse planer l'incertitude sur l'évolution future de l'environnement socio-économique mondial. Contrairement à la crise financière, qui a impacté l'économie réelle suite à la défaillance de certains opérateurs du système financier international ayant exercé un important effet de contagion au niveau international, la crise socio-économique que nous traversons actuellement résulte des effets qu'exerce la pandémie à la fois sur l'offre et sur la demande des marchés à l'échelle mondiale.

L'incertitude et la volatilité inhérentes à la nature imprévisible de la pandémie ainsi que son impact très hétérogène sur les différents secteurs économiques rendent difficile l'établissement de projections fiables, surtout au Luxembourg, économie ouverte et largement dépendante des évolutions à l'étranger. Au début de la crise au printemps, les instituts de prévision tablaient sur une année 2020 difficile, mais aussi sur un rapide retour vers le « new normal » en fin d'année, ouvrant la perspective d'une reprise rigoureuse dès 2021. En cette fin d'année 2020, il s'avère que la deuxième vague de la pandémie et les restrictions sanitaires afférentes vont impacter notre économie et de nombreuses entreprises également en 2021. Le choc sur l'offre et la demande induit par la pandémie risque de produire des effets néfastes, même au-delà des années 2021 et 2022 pour certains secteurs particulièrement atteints (tourisme d'affaires, événementiel, agents de voyages, ...).

Le fait que la pandémie impacte souvent de manière très inégale les différents secteurs économiques rend aussi plus difficile la mise en place de remèdes et solutions efficaces. Tandis que les aides initialement mises en place par les Gouvernements, au Luxembourg comme à l'étranger, s'appliquaient indifféremment à de nombreux secteurs, il est rapidement apparu que certains secteurs d'activité étaient bien plus sévèrement touchés que d'autres et nécessitaient donc des mesures de soutien plus ciblées, dont notamment les secteurs qui se sont vu imposer une fermeture administrative. Le projet de budget de l'Etat 2021, qui sera voté cette semaine, est fortement marqué par les mesures d'aides aux entreprises. Celles-ci doivent être maintenues, voire étendues pour assurer la survie des entreprises viables avant la crise et pour asseoir la relance post-covid sur des bases solides. Ces aides directes et indirectes, remboursables ou non, prêts garantis par l'Etat, chômage partiel, subventions à l'investissement etc. augmentent sensiblement les déficits et l'endettement publics alors que les recettes fiscales diminuent également. Cependant, il n'y a pas d'autres options que de mener une politique budgétaire contre-cyclique dans la situation actuelle.

Pour ce qui est des prévisions macro-économiques à moyen terme, le scénario d'une reprise en K, donc largement inégale selon les secteurs d'activité considérés, paraît réaliste à défaut d'une évolution en V ou en W. Tandis que certains secteurs pourront profiter d'une bonne dynamique, d'autres subiront une transformation profonde qui pourra aller jusqu'à une destruction et refonte intégrales du modèle d'affaires pré-Covid-19. L'évolution **conjoncturelle** à moyen terme dépendra largement du succès des campagnes de vaccination qui ont débuté dès décembre dans certains pays d'Europe et du monde. L'arrivée plus ou moins généralisée des vaccins dès le début 2021 est donc de bon augure, bien que plusieurs mois soient probablement nécessaires pour voir les premiers effets durables sur la société et sur l'économie.

Perspectives de l'économie mondiale: une reprise lente et incertaine

Les économies de l'ensemble des pays ont subi de plein fouet le choc **conjoncturel** induit par la crise sanitaire et économique. Les indicateurs sont pour la plupart dans le rouge, malgré un rebond de l'activité au 3^e trimestre, et les signes d'une reprise pérenne et stable restent les grands absents en cette fin d'année 2020. A l'exception de la Chine qui a renoué avec la croissance dès le 2^e trimestre 2020, les pays connaissent une récession de leur économie. Les Etats-Unis affichent une baisse de leur PIB de -4,6%. Le Royaume-Uni, deuxième pays européen le plus touché économiquement après l'Espagne, connaît un recul de -10,3%. Comparés à la chute du PIB dans la zone euro qui devrait avoisiner -7,8%, la Belgique et la France sont particulièrement impactées, avec un recul respectif de -8,4 et -9,4%. En comparaison, l'Allemagne (-5,6%) et particulièrement le Luxembourg (-4%) résistent mieux.

Alors que le coronavirus est toujours en circulation et que certains pays réinstaurent un confinement partiel ou total, la prolongation des aides aux entreprises constitue un filet de sécurité permettant de préserver le tissu économique, l'emploi et la capacité d'investissements des entreprises.

L'économie luxembourgeoise résiste, mais jusque quand ?

Bien qu'affaibli par la crise, le Luxembourg s'en sort mieux que le reste de l'UE. Cela s'explique, en partie, par la structure de son économie, largement tournée vers les services et la finance (qui compte pour plus du quart de son PIB), un secteur qui se porte bien jusqu'à présent. La relative santé des finances publiques a permis la mise en place rapide de mesures d'aides directes et indirectes aux entreprises et aux ménages. Après une hausse aux mois d'avril et mai, le taux de chômage reste plus élevé qu'en début d'année mais stable, autour de 6,3%. Selon les prévisions du STATEC, en admettant que la pandémie soit contenue, la croissance devrait repartir à la hausse en 2021, sans pour autant retrouver son niveau d'avant-crise. La confirmation de cette tendance repose sur des facteurs difficiles à prévoir, tels que la trajectoire de la pandémie, les coûts supplémentaires qu'elle imposera à l'économie, la robustesse des secteurs et la confiance des consommateurs.

Les résultats de l'édition du 2^e semestre de l'enquête «Baromètre de l'Économie» sont plutôt encourageants. Il faut cependant préciser que l'enquête a été menée en septembre, à un moment où la probabilité d'un second confinement, partiel ou complet, avec une nouvelle fermeture de certains secteurs d'activité, semblait faible.

Les résultats de l'enquête sont donc imprégnés de l'optimisme relatif qui régnait pendant la période de déconfinement. Alors que l'on aurait pu craindre une baisse des prévisions de rentabilité et d'investissement, la majorité des répondants ayant participé à la nouvelle édition du Baromètre de l'Économie anticipent une situation stable sur les six prochains mois. Au niveau européen, l'enquête Eurochambres 2021 reflète le pessimisme général des entreprises, tant quant aux indicateurs relatifs à la consommation domestique, aux exportations, à l'emploi, aux investissements ou à leur confiance en l'avenir. Aux yeux des 58.400 entrepreneurs issus de 29 pays européens ayant participé à l'enquête, le défi majeur de l'année à venir sera, après la gestion des effets de la pandémie, le coût du travail. Il en est de même pour les entrepreneurs luxembourgeois, pour qui le coût du travail détrône le manque de main-d'œuvre qualifiée comme défi prioritaire.

Au cours du 3^e trimestre 2020, l'évolution du PIB en volume a été de +0,5% par rapport au même trimestre de 2019 et de +9,8% par rapport au 2^e trimestre 2020. A la faveur de cette forte reprise enregistrée par le STATEC et en supposant que le PIB au 4^e trimestre de 2020 soit égal à celui du 3^e trimestre, la diminution du PIB en 2020 ne serait « que » de 1,4%, ce qui est bien plus favorable que toutes les prévisions depuis le début de la pandémie.

Si la plupart des secteurs ont enregistré au 3^e trimestre 2020 des progressions encourageantes par rapport au 2^e trimestre, il n'en reste pas moins que leurs performances restent en-deçà de celles de 2019, notamment pour l'industrie, le « commerce, transports, hébergement et restauration », mais également les activités financières et assurances.

Les défis de 2021: des secteurs aux fortunes diverses

Si le constat général d'affaiblissement de l'économie ne fait aucun doute, les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise ont été, et sont toujours, diversement affectés par la crise.

Les secteurs fortement fragilisés du fait d'une activité partiellement, voire totalement à l'arrêt sont l'Horeca, l'événementiel, le tourisme, certains commerces de détails en centre-ville et dans certains centres commerciaux, les agents de voyage et les activités culturelles. Dans cette catégorie figurent également les plus de 30.000 indépendants du pays qui, outre le fait de connaître un taux de risque de pauvreté deux fois plus élevé que les salariés en temps normal, exercent souvent dans des secteurs très exposés à cette crise. De ce fait, la Chambre de Commerce plaide pour des mesures de compensation au bénéfice des indépendants au même titre que les salariés. Les indépendants pourraient être soulagés par l'introduction d'un échelonnement des aides, au lieu d'un arrêt net de celles-ci.

Ces différents secteurs d'activité font face à des difficultés variées. Ainsi, la décision de prolonger la fermeture des cafés et restaurants jusqu'en janvier touche durement le secteur de l'Horeca. De nombreux établissements se trouvent privés d'une partie importante, voire de l'intégralité de leurs recettes, ce qui se soldera inévitablement par une hausse sensible du nombre de faillites et une augmentation du chômage. Les établissements qui passeront le cap de la fermeture seront confrontés à un retour incertain des clients dans un climat d'insécurité. Pour contrecarrer cette évolution peu réjouissante, les aides annoncées par le Gouvernement devront être débloquées et mises à disposition dans les plus brefs délais.

Le secteur de l'Horeca, comme quasiment tous les secteurs en grande difficulté, souffriront en 2021 de l'effet couplé d'une hausse du coût du travail et d'un manque plus ou moins grave de trésorerie. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce appelle à soutenir davantage sur le plan administratif les secteurs particulièrement touchés par la crise, par exemple, par l'instauration d'un moratoire sans intérêts de retard sur le paiement des dettes aux administrations publiques accompagnée d'une adaptation des délais de paiement aux capacités de remboursement des entreprises. Le secteur du tourisme qui souffre notamment - tout comme le secteur du transport de personnes - d'une chute marquée du tourisme d'affaires doit être soutenu.

D'autres secteurs se caractérisent par une certaine résilience. Il en est notamment du secteur financier, dont la diversification et le développement continu au cours des dernières décennies lui confère une certaine solidité. Face à la durée de la crise, il faut cependant s'attendre à des effets décalés et à un déphasage de l'impact sur les secteurs bancaire et d'assurance de clients ne pouvant plus honorer leurs engagements (faillites, ...) suite à la crise. Il risque d'en découler une baisse de leurs revenus, alors que les coûts (de régulation, etc.) continuent à augmenter. La hausse des provisions pour risques engendrera une baisse de la contribution du secteur financier aux recettes fiscales de l'Etat.

Le secteur de l'industrie se distingue par une reprise certaine qui laisse présager de bonnes performances en 2021, à condition que la demande extérieure demeure durablement élevée et que la compétitivité et l'attractivité puissent être maintenues. Rien n'est moins sûr cependant, dans un environnement volatil et marqué par des défis structurels qui impactent le secteur industriel, dont la transition digitale et énergétique. La construction reste confrontée à une demande intérieure dynamique et cette bonne tenue devrait se poursuivre également en 2021, si les investissements prévus sont maintenus. Il en est de même du secteur de l'ICT, face à l'accélération de l'usage d'Internet et du Cloud.

Pour traverser cette crise, les entreprises les plus impactées par les restrictions sanitaires (confinements partiels ou complets, actuels ou à venir) doivent bénéficier également en 2021 des mesures de soutien publiques. De manière générale, l'économie doit être soutenue par une politique budgétaire anticyclique, reposant sur des investissements publics élevés et par un environnement pro-business et stimulant, dont les principaux vecteurs, en l'occurrence la digitalisation et la simplification, renforcent la compétitivité et l'attractivité du Grand-Duché. Sur cette base, la relance doit être préparée résolument dès à présent, afin de permettre à notre économie de retrouver le chemin d'une croissance qualitative et vigoureuse. Une stratégie politique proactive en ce sens est nécessaire pour préparer notre société aux nombreux défis d'avenir, pour diversifier notre économie, pour assainir rapidement nos finances publiques, pour consolider le triple A et pour reconstituer des réserves financières pour affronter des prochains chocs exogènes et endogènes (problème de financement des systèmes de protection sociale).

LES 3 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS À RETENIR

XXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXX XX XXXXXXXX XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX
XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX
XXXXXXXXXX XXXXX.

XXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX
XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX XXXXX.

XXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX
XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX XXXXXXXX XXXXX XXXXXXXXXXXXXXX XXX XXXXXXXXXXX XXXXX XX
XXXXXXXXXX XXXXX.

Auteurs: Affaires Economiques
Contactez les auteurs: eco@cc.lu